



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bi-départementale Calvados - Manche  
1 bis rue de la Libération  
BP 70272  
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 07/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SARP OSIS NORD**

566 rue de la Chasse aux Loups  
TOURLAVILLE  
50100 Cherbourg-en-Cotentin

Références : 2023.181  
Code AIOT : 0005307233

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement SARP OSIS NORD implanté 566 rue de la Chasse aux Loups TOURLAVILLE 50100 Cherbourg-en-Cotentin. L'inspection a été annoncée le 06/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle (dernière inspection en 2016).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARP OSIS NORD
- 566 rue de la Chasse aux Loups TOURLAVILLE 50100 Cherbourg-en-Cotentin
- Code AIOT : 0005307233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette plate-forme de regroupement/transit est exploitée sous couvert de l'arrêté d'autorisation environnementale du 26 mai 2017.

L'autorisation porte sur deux rubriques ICPE (2718, tri-transit-regroupement de déchets dangereux, et 2791, traitement de déchets non dangereux, en l'occurrence via une unité de pré-traitement de matières de vidange d'assainissement), mais des activités de tri-transit-regroupement de déchets non dangereux et déchets inertes sont également permises sur le site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'acte de cautionnement solidaire du 24/01/2020, relatif aux garanties financières couvrant le site, arrive à échéance le 28/02/2023.

L'exploitant a remis durant l'inspection un dossier d'actualisation du calcul des garanties financières. Celui-ci, prenant en compte l'actualisation de l'indice TP01, aboutit à un montant inférieur à 100 000 €, seuil exonératoire. Il est demandé à l'exploitant de corriger ce calcul actualisé afin de prendre en compte les activités renoncées (amiante, déchets verts) et de l'intégrer à un porter-à-connaissance formalisant ces renoncements et le prochain changement de dénomination sociale. A cette occasion, l'exploitant n'exclut pas de remplacer les 3 cuves d'eaux hydrocarburées par une seule de capacité équivalente.

Le porter-à-connaissance est à transmettre sous 3 mois. Dans l'attente, il est toléré de ne pas procéder au renouvellement des garanties financières.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 9.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 4.3.9.2 et 4.3.12	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Gestion des déchets boues/sables de curages	Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 8.1.7.1	/	Sans objet
8	Analyse du risque foudre	Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 7.3.2	/	Sans objet
10	Confinement des eaux en cas d'incendie ou de pollution	Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 7.4.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 8.1.2	/	Sans objet
2	Capacité de l'unité de traitement des eaux hydrocarburées	Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 1.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Epandage des boues de l'unité de pré-traitement des eaux hydrocarburées	Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 8.2	/	Sans objet
7	Consommation d'eau AEP	Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 4.1.1	/	Sans objet
9	Exercice sinistre avec le SDIS 50	Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 7.2.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est correctement exploité. Toutefois, l'absence de surveillance des eaux issues de la station de lavage, le dépassement des VLE des eaux envoyées vers la STEP communale et la gestion comme déchets inertes des boues de curage d'assainissement constituent 3 écarts qui doivent appeler une réaction rapide de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect des quantités maximales entreposées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Quantités maximales de déchets entreposées au sein du site Déchet dangereux <ul style="list-style-type: none"> <li>• 3 cuves d'eau hydrocarburées 2 x 15 m<sup>3</sup> + 1 x 8 m<sup>3</sup></li> <li>• 2 bennes étanches de 15 m<sup>3</sup> de boues hydrocarburées</li> <li>• 1 caisson fûts souillés vides de 15 m<sup>3</sup></li> <li>• stockage de caisse-palettes pouvant contenir des Déchets dangereux maxi 40 unités</li> <li>• 3 conteneurs étanches de capacité unitaire 30 m<sup>3</sup> (amiante)</li> </ul> Déchet non dangereux <ul style="list-style-type: none"> <li>1 benne de 15 m<sup>3</sup> d'eaux de vidange d'assainissement autonome</li> <li>3 bennes de Déchets carton papier plastiques trié de 30 m<sup>3</sup> soit 90m<sup>3</sup></li> <li>• 1 benne de 15 m<sup>3</sup> de matières de vidange,</li> <li>• 1 cuve de 15 m<sup>3</sup> de graisse alimentaire,</li> <li>• 1 benne de 20 m<sup>3</sup> de déchets verts,</li> <li>• bennes de capacité unitaire maximale de 30 m<sup>3</sup> de Déchets non dangereux autres que bois, papier, carton représentant au maximum 40 m<sup>3</sup></li> <li>3 bennes de 10 m<sup>3</sup> de gravats et terres non souillés sur une surface de 30 m<sup>3</sup></li> </ul>
<b>Constats :</b> Selon l'état des stocks fourni lors de l'inspection (correspondant à la situation en temps réel, grâce à une application de QRcode développée pour ce site) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les cuves à eaux hydrocarburées comportent 18 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- la cuve à graisses alimentaires contient 7 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- les bennes à boues hydrocarburées contiennent 2,5 m<sup>3</sup>. Il n'a pas été constaté de problème d'étanchéité sur les 2 bennes observées ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- une benne de sables de curage de réseaux est actuellement vide (ce qui a pu être vérifié lors de la visite) ;</li> <li>- la benne à matières de vidange d'assainissement comporte 3 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Cet état des stocks ne reprend pas les caisses-palettes, stockées dans 3 conteneurs. Leur nombre dépasse 40, mais l'exploitant a indiqué que toutes sont vides. La vingtaine de caisses visibles lors de la visite étaient effectivement vides.</p> <p>Il n'intègre pas non plus la benne étanche de boues hydrocarburées pleine et en attente d'expédition.</p> <p>Aucun déchet d'amiante n'est présent sur site, ni de caisson de fûts vides souillés, de déchets de carton/papier/plastique, DIB, déchets verts ou gravats/terres non souillées.</p> <p>Par conséquent, les volumes maximaux d'activité sont respectés.</p>
<b>Observations :</b> Il convient de porter à connaissance des autorités la présence de la benne de sables de curage et les activités finalement abandonnées (amiante, déchets verts, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Capacité de l'unité de traitement des eaux hydrocarburées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect de la capacité journalière maximale de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 2791 - Pré-traitement des matières de vidange à raison de 3 bennes de MV maximum par jour représentant une capacité de 45 t/j
<b>Constats :</b> En 2022, l'unité de traitement a traité environ 4400 m <sup>3</sup> d'effluents, permettant le rejet de 4000 m <sup>3</sup> d'eaux épurées vers la STEP communale et l'évacuation de 400 tonnes de boues vers la PF de compostage Digard située à Carentan les Marais (qui confirme avoir reçu 397 t de boues sur l'année). Compte tenu du nombre de jours ouvrés, le tonnage moyen journalier est bien inférieur à 45 t/j et en tout état de cause au seuil de 75 t/j qui ferait relever le site du régime IED.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Autosurveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect de la fréquence d'autosurveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none"><li>- eaux pluviales : 1 fois par an</li><li>- eaux résiduaires polluées : 1 fois par trimestre</li></ul>
<b>Constats :</b> Concernant les eaux résiduaires rejetées à la STEP, la dernière analyse a été effectuée en décembre 2022, et les précédentes en juillet et mars 2022. La fréquence trimestrielle a été partiellement respectée (3 mesures sur 4).  Pour ce qui est du rejet au réseau pluvial communal des eaux pluviales ruisselant sur les zones d'entreposage des bennes, celles-ci sont contrôlées tous les ans en sortie du séparateur d'hydrocarbures. Le laboratoire de prélèvement n'a malheureusement pas pu effectuer d'analyses en 2022 (année marquée par de nombreux jours sans pluie au printemps et à l'été). Une analyse est programmée pour 2023 et celle de mars 2021 a été présentée.  Par contre, les eaux ruisselant sur l'aire de lavage et transitant par le 2ème séparateur d'hydrocarbures, qui sont rejetées vers la STEP communale selon le plan des réseaux fourni, ne font l'objet d'aucune autosurveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Qualité des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 4.3.9.2 et 4.3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs maximales de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites fixées à l'article 4.3.9.2 pour les eaux rejetées à la STEP et à l'article 4.3.12 pour les eaux rejetées au réseau pluvial
<b>Constats :</b> Pour la dernière analyse des eaux pré-traitées et rejetées à la STEP (décembre 2022) : <ul style="list-style-type: none"><li>- Dépassements notables des valeurs limites (plus du double pour les matières en suspension et les hydrocarbures totaux) et écart non négligeable sur la DCO. La présence de tant d'hydrocarbures (220 mg/l) dans les eaux issues de matières de vidange d'assainissement interpelle.</li></ul> Des dépassements importants en DCO et DBO5 sont aussi relevés pour l'analyse de juillet 2022, mais pas d'anomalie en hydrocarbures. L'analyse de mars 2022 ne montrait pas de valeurs non conformes. L'exploitant doit fournir une nouvelle analyse conforme et s'assurer que le paramètre hydrocarbure est suffisamment abattu ou mettre en place des actions correctives à l'amont du traitement.  Pour la dernière analyse des eaux de ruissellement rejetées au réseau pluvial (mars 2021) : <ul style="list-style-type: none"><li>- Aucun dépassement des valeurs limites de rejet.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Epandage des boues de l'unité de pré-traitement des eaux hydrocarburées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, épandage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage des boues en provenance de la station de pré traitement de son établissement sur les parcelles dont la liste et le plan figurent en annexes 4 et 5 au présent arrêté.  En cas d'impossibilité d'épandre les boues, celles-ci seront éliminées dans des installations classées régulièrement autorisées.</p> <p><b>Constats :</b> Aucun épandage de boues n'a été pratiqué depuis début 2020, du fait de l'interdiction nationale liée à la pandémie Covid-19. Les boues sont éliminées vers la plate-forme de compostage Digard située à Carentan les Marais, dûment autorisée à recevoir ce type de matières (397 t reçues et compostées en 2022).  A toutes fins utiles, l'arrêté ministériel du 30 avril 2020 (précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées) est abrogé depuis le 15 février 2023. Si l'exploitant souhaite reprendre l'épandage de ses boues, il doit respecter l'ensemble des dispositions du chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral du 26 mai 2017, notamment en établissant le programme prévisionnel d'épandage, en tenant le cahier d'épandage, en pratiquant les analyses d'autosurveillance de routine et en produisant le bilan annuel d'épandage. Ce dernier devra être transmis à l'inspecteur chaque année avant le 1er juin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Gestion des déchets boues/sables de curages**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 8.1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets sortants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 5 11-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.  Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.</p> <p><b>Constats :</b> Les boues/sables de curage regroupés sur le site sont évacués vers la carrière TPC de Biville, située à La Hague.  Si cette carrière est effectivement autorisée à recevoir tout type de matériaux inertes dans le cadre de sa remise en état, la société SARP OSIS Nord n'est pas en mesure de démontrer que ces déchets de curage sont inertes.</p> <p>L'exploitant fournira sous 2 mois les résultats de test de lixiviation justifiant du caractère inerte des boues/sables de curage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Consommation d'eau AEP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau AEP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prélèvement maximal de 17 000 m <sup>3</sup> /an au réseau AEP
<b>Constats :</b> Cette valeur plafond est très largement respectée. Sur les 3 dernières années (janvier 2020 à fin 2022), 6400 m <sup>3</sup> ont été consommés sur le réseau AEP, soit environ 2100 m <sup>3</sup> /an. Cette consommation correspond aux seuls besoins des engins d'hydrocurage. Compte tenu des épisodes de sécheresse amenés à être récurrents, le plafond autorisé par l'arrêté du 26 mai 2017 sera ajusté à 6500 m <sup>3</sup> à l'occasion d'un prochain arrêté complémentaire ;  L'unité de prétraitement des matières de vidange consomme, elle, essentiellement des eaux pluviales de toiture récupérées via une cuve de 20 m <sup>3</sup> . La consommation en eau s'élève à environ 250 m <sup>3</sup> /an (appoint en eau AEP de l'ordre de 20 m <sup>3</sup> /mois en période prolongée de faible pluviométrie).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Analyse du risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyse du risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous le délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral, une analyse du risque foudre (ARE) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté lors de l'inspection un bon de commande de cette étude, validé le 15/09/2016. Il n'a pas été en mesure de présenter le document d'ARF. Ce document est attendu sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Exercice sinistre avec le SDIS 50

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice sinistre avec le SDIS 50
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un exercice simulant un sinistre susceptible de se produire au sein de l'établissement est réalisé tous les 3 ans avec le service départemental d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Le dernier exercice a été réalisé avec le SDIS le 10/11/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Confinement des eaux en cas d'incendie ou de pollution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2017, article 74.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux en cas d'incendie ou de pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Une consigne définit les modalités de mise en oeuvre de ces dispositifs. Les orifices d'écoulement (canalisations) sont munis d'un dispositif d'obturation manuel pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. La plate forme est en pente vers les avaloirs du réseau pluvial et une bordure périphérique de 10 cm minimum, sauf vers la rue, empêche le débordement vers les fossés à l'extérieur du site. Vers la rue, les eaux d'extinction incendie sont contenues à l'intérieur du site par une bordure et des moyens de rétention amovibles qui seront mis en place devant les barrières en cas de besoin.
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence des boudins amovibles permettant le confinement au niveau des 2 portails d'entrée. Ceux-ci sont clairement identifiés, de même que la vanne permettant l'obturation du rejet au réseau public d'eaux pluviales. Au niveau du principal portail, l'ajout d'un panneau de clôture rigide rend compliqué voire impossible la mise en place du boudin amovible au niveau de la jonction avec la bordure périphérique. Ce point doit être corrigé sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet